
**ORGANE DE REGLEMENT
DES DIFFERENDS**

DECISION N°2025-D0019/ARCOP/ORD

L'ORGANE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS

Siégeant en matière de discipline contre l'entreprise CORN WATER LIMITED Sarl, (IFU 00106090L et RCCM BF OUA 2018 B 4652) et son représentant légal Monsieur Samuel OWUSU pour leurs défaillances dans l'exécution du marché n°SE-SONATER/00/09/01/00/2023/00013 pour la réalisation de vingt-sept (27) forages à gros débit dans les régions du Centre, du Centre-Est, du Centre-Sud et du Plateau Central au profit du PUDTR (lot 01) ;

Composé de :

Madame Carine Estelle OUERMI/YETTA, Présidente de séance,
Monsieur Ousséni KAGAMBEGA ;
Monsieur Abdouramane DIALLO ;
Tous membres de l'ORD ;

Assisté de Madame Awa ZARE/KONATE, assurant le secrétariat de l'ORD ;

Vu *la loi n° 005-2024/ALT du 20 avril 2024 portant réglementation générale de la commande publique au Burkina Faso ;*

Vu *le décret n° 2024-1695/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 portant, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;*

Vu *le décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics ;*

Vu *le décret n° 2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;*

Vu *le décret n° 2024-1787/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 portant réglementation de la maîtrise d'ouvrage public déléguée, de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre ;*

Sur *poursuite contre l'entreprise CORN WATER LIMITED, (IFU 00185387 Y et RCCM BF OUA 2022 B 12-9272) et son représentant légal monsieur Samuel OWUSU pour leurs défaillances relativement à l'exécution du marché ci-dessus cité ;*

Vu *l'ensemble des pièces du dossier ;*

*Les mis en cause entendus ;
A rendu la présente décision :*

contre

l'entreprise CORN WATER LIMITED Sarl, (IFU 00106090L et RCCM BF OUA 2018 B 4652) et son représentant légal Monsieur Samuel OWUSU;

Statuant contradictoirement et à charge de recours devant la juridiction compétente ;

I. FAITS-PROCEDURE-PRETENTIONS-MOYENS DES PARTIES

l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) a reçu l'ampliation de la décision de résiliation du marché concerné par lettre issue de la Société Nationale de l'Aménagement des Terres et de l'Equipement Rural (SONATER) en date du 02 mai 2024 ;

il ressort en substance de cette décision que l'entreprise CORN WATER LIMITED Sarl a été titulaire du marché ci-dessus cité ; que dans le cadre de l'exécution dudit marché, deux (02) mises en demeure régulières lui ont été adressées sans suite ; qu'en conséquence, ledit marché a été résilié conformément à la réglementation en vigueur ;

en réponse, les mis en cause relèvent que l'attribution du marché s'est faite en 2023 ; qu'il s'agissait de réaliser 27 forages positifs ; qu'à l'exécution des difficultés liées à l'accessibilité de certains sites se sont posées ; que malgré cela ils ont pu se rendre sur tous les sites choisis par l'autorité contractante ; que tous les moyens ont été mis en œuvre pour pouvoir réaliser les forages conformément au marché ; que cependant ils n'ont pu réaliser que 21 forages positifs au total ; que sur le terrain il y a eu des sites où les forages étaient négatifs et sur d'autres sites il se posait le problème du faible débit ; qu'au regard de toutes ces difficultés rencontrées, le marché a été résilié car n'ayant pu réaliser les 27 forages positifs comme prévu dans le marché ;

que cette situation est indépendante de sa volonté ; que tous les moyens ont été mis en œuvre pour la réalisation du nombre total de forages demandés mais les réalités sur le terrain étaient tout autre ;

II. DISCUSSION

A. sur la compétence,

considérant que le marché sus visé reste soumis aux dispositions du décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;

considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 63 de la loi n° 005-2024/ALT du 20 avril 2024 et des articles 209 et 213 du décret n° 2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 ci-dessus visé, l'ORD est compétent pour connaître de la défaillance des titulaires en matière de commande publique ;

considérant que les présentes poursuites visent des cas de défaillance ayant abouti à la résiliation du marché n°SE-SONATER/00/09/01/00/2023/00013 pour la réalisation de vingt-sept (27) forages à gros débit dans les régions du Centre, du Centre-Est, du Centre-Sud et du Plateau Central au profit du PUDTR (lot 01) ;

qu'il y a lieu de dire que l'ORD est compétent pour en connaître ;

B. sur la recevabilité,

considérant qu'il ressort de l'article 213 in fine du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF suscitée que : « l'Autorité de régulation de la commande publique établit périodiquement la liste des entreprises défaillantes » ;

considérant qu'aux termes des articles 38 et suivants du décret n°2024-1695/PRES/PM du 31 décembre 2024 précité, l'ORD peut recevoir des dénonciations des parties intéressées ou de toute autre personne avant, pendant et après la passation ou l'exécution d'une commande publique, statuer sur toute irrégularité dont les membres de l'ORD sont saisis, ou s'autosaisir et statuer sur les irrégularités, les fautes et les infractions constatées sur le fondement des informations recueillies dans l'exercice de sa mission, ou de toute information communiquée par des parties contractantes, des candidats ou des tiers ;

considérant que la procédure disciplinaire a été engagée contre l'entreprise CORN WATER LIMITED Sarl et son représentant légal dans le cadre de l'exécution du marché ci-dessus cité ;

qu'il convient, dès lors, de la déclarer recevable ;

C. Sur le fond,

considérant qu'aux termes de l'article 2 point 20 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF ci-dessus cité, « l'entreprise responsable, au cours des dix (10) dernières années pour les marchés de travaux et des trois (3) dernières années pour les autres natures de prestations, d'une inexécution partielle ou totale, d'une mauvaise exécution ou d'une exécution tardive ou dont un marché public a été résilié à son tort exclusif » est une entreprise défaillante ;

considérant qu'il ressort des textes en vigueur, notamment l'article 63 de la loi n°005-2024/ALT du 20 avril 2024 et l'article 213 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024, que l'entreprise défaillante peut faire l'objet de plusieurs sanctions dont l'exclusion temporaire ou définitive et les sanctions pécuniaires prononcées par l'Organe de règlement non juridictionnel des différends ;

considérant qu'aux termes des articles 73, 76, 78, 80 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024, que les candidats à une consultation de consultants, une demande de cotation, un appel d'offres restreint, une entente directe ne doivent pas figurer sur la liste des entreprises défaillantes ;

considérant que l'entreprise CORN WATER LIMITED Sarl et son représentant légal, ont été régulièrement saisi de la présente procédure par voie de signification d'huissier de justice ; que leur représentant a relevé que la société a rencontré des difficultés dans l'exécution du marché ; que, cependant, certaines circonstances non dépendantes de sa volonté ont contribué à la mauvaise exécution du contrat ; qu'il devait réaliser 27 forages positifs et il a pu faire 21 ; que certains forages étaient négatifs et d'autres avaient un faible débit ; qu'il y avait l'inaccessibilité de certains sites ;

considérant qu'il est reproché aux deux (02) acteurs, l'entreprise CORN WATER LIMITED Sarl et son représentant légal, de n'avoir pas rempli leurs obligations contractuelles, ce qui a conduit à la résiliation du marché ci-dessus cité ; qu'en effet, l'autorité contractante a dû résilier le contrat devant l'incapacité du titulaire du marché à l'exécuter ;

considérant que les mis en cause expliquent que plusieurs difficultés ont émaillé l'exécution du marché ; que l'inaccessibilité de certains sites, le débit faible de certains forages mais aussi les forages négatifs ont fait qu'ils n'ont pas pu atteindre le nombre de forages exigés ;

considérant que la résiliation a été régulièrement prononcée et notifiée au titulaire du marché après deux (02) mises en demeure restées sans effets ;

considérant que l'ORD, après avoir entendu les parties et pris connaissance des pièces versées au dossier, relève que les mis en cause ont été déclarés titulaires du marché (lot 01) à l'issue d'un appel d'offres et que le marché a été approuvé le 19 mai 2023 pour une durée d'exécution de 75 jours ; que le procès-verbal de constat contradictoire mentionne que le marché a été résilié avec 21 forages à gros débit réalisés sur 27 exigés par le contrat ; que l'ORD constate une inexécution partielle du marché ; que l'inexécution des obligations contractuelles relève donc de la responsabilité exclusive des mis en cause ;

qu'il y a donc lieu d'en déduire que les conditions de la défaillance sont établies à leur égard dans le cadre de l'exécution du marché sus cité, aucun élément mettant en cause la responsabilité de l'autorité contractante n'ayant été démontré ;

considérant que les faits reprochés à l'entreprise CORN WATER LIMITED Sarl et son représentant légal sont avérés et constitutifs de cas de violation de la réglementation ;

que dès lors, ces faits engagent la responsabilité de l'entreprise CORN WATER LIMITED Sarl et son représentant légal ;

PAR CES MOTIFS

DECIDE :

- qu'il est compétent ;
- que la procédure est recevable ;
- que la résiliation du marché n°SE-SONATER/ 00/09/01/00/2023/00013 pour la réalisation de vingt-sept (27) forages à gros débit dans les régions du Centre, du Centre-Est, du Centre-Sud et du Plateau Central au profit du PUDTR (lot 01) l'a été au tort exclusif de l'entreprise CORN WATER LIMITED Sarl et son représentant légal, monsieur Samuel OWUSU ;
- que leurs défaillances sont donc établies conformément aux dispositions des articles 2, 73, 76, 78, 80 et 213 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 pour une période d'une (01) année à compter du prononcé de la présente décision ;
- que l'entreprise CORN WATER LIMITED Sarl et son représentant légal, monsieur Samuel OWUSU sont condamnés solidairement à verser la somme d'un million cent quinze mille neuf cent dix (1 115 910) FCFA, équivalant à 1% du montant hors taxe de cent onze millions cinq cent quatre-vingt-onze mille (111 591 000) FCFA du marché ci-dessus visé ;
- qu'ils disposent d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la présente décision pour s'acquitter de la somme due, et à défaut, ils sont suspendus de toutes les procédures de la commande publique pour une période d'un (01) an à compter de l'expiration du délai de trente (30) jours ci-dessus impartis ;
- que par ailleurs, la défaillance étant établie, l'entreprise CORN WATER LIMITED Sarl et son représentant légal, monsieur Samuel OWUSU après paiement de la somme due, demeureront suspendus pour une période d'un (01) an des procédures de consultations de consultants, de demandes de cotations, d'appel d'offres restreint, des ententes directes conformément aux articles 73, 76, 78, 80 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 ;
- que le Secrétaire permanent de l'Autorité de régulation de la commande publique est chargé de notifier aux parties et à la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers, la présente décision qui sera publiée partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 10 juin 2025

La Présidente de séance

Carine Estelle OUERMI/YETTA